

**Unité bi-départementale de la Charente-
Maritime et des Deux-Sèvres**

Périgny, le 29 mars 2024

Nos réf. : 0003106085/2024/124

Affaire suivie par :

Tél. : 05 46 51 42 00

Courriel : ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT AU PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

**PROJET DE MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME DE TRANSFORMATION,
TRAITEMENT, STOCKAGE ET PICKING DU BOIS**

**CHAUSSON MATÉRIAUX
4 AVENUE ANDRÉE PUTMAN
ZONE ARCADYS III
17400 SAINT JEAN D'ANGÉLY**

1. OBJET DE LA DEMANDE

La société CHAUSSON MATÉRIAUX, dont le siège social est situé 60 rue du Fenouillet à Saint Alban (31140), exploite actuellement sur le territoire de la commune de Saint Jean d'Angély (17400) une installation soumise à Déclaration (par preuves de dépôt N°A-0-6YF9IHQ7Q, pour la déclaration initiale du 04/09/2020 et N°A-0-T97AOCL47 pour sa modification du 23/10/2020) au titre des rubriques suivantes :

- 1532-2b – Stockage de bois et matériaux combustibles analogues (13 500 m³ - Déclaration)
- 2410-2 – Travail du bois (98 kW - Déclaration)
- 2415-2 – Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois (930 L – Déclaration avec contrôle périodique).

Le site est localisé au sein de la zone d'activités Arcadys III sur une surface totale de terrain de 7,9 ha. Il a fait l'objet d'un examen au cas-par-cas au titre de la rubrique 39a de l'annexe à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement (Travaux, constructions et opérations d'aménagement), le 03/07/2020. L'autorité environnementale a conclu à une dispense d'évaluation environnementale en date du 13/08/2020.

Le projet initial a fait l'objet d'un dépôt de permis de construire n°01 347 20 Z002 le 23/11/2020, relatif à la construction du bâtiment Plateforme du site, qui été délivré le 16/02/2021.

La société CHAUSSON MATÉRIAUX a déposé le 12 avril 2023 un dossier de demande d'autorisation environnementale relative au projet de mise en place d'une plateforme de transformation, traitement, stockage et picking du bois, qui a fait l'objet d'un accusé de réception en date du 12 avril 2023.

La demande d'autorisation environnementale consiste notamment en l'augmentation des capacités des installations concernant le traitement du bois. L'objectif est de créer une plateforme totalement automatisée de stockage des produits bois à destination de la construction (ossatures, bardages, lames de terrasses, panneaux). Le site sera également équipé d'une cabine d'aspersion (permettant le traitement des bois à façon classe II) et de tunnels autoclaves (permettant le traitement des bois à façon classe III et IV). Une activité de fabrication de produits bois à destination de la construction est également envisagée.

Le site est constitué de :

- o un bâtiment Plateforme de 15 938 m² constitué de :
 - Une zone de stockage du bois d'une surface de 12 092 m² ;
 - Une zone de picking et de traitement du bois d'une surface de 3 845 m² ;
 - D'un bâtiment accolé d'accueil, bureaux et locaux sociaux de 328 m² ;
- o un bâtiment Usinage de 2 364 m² comprenant :
 - une zone de stockage de bois ;
 - une zone d'usinage et de traitement du bois ;

La surface imperméabilisée en enrobés (voiries et parkings) est de 19 974 m². Les espaces verts (terre végétalisée ou non) recouvrent une surface de 37 218 m², comprenant un bassin d'infiltration de 1 820 m³ et un bassin de rétention de 440 m³.

Le dossier a fait l'objet d'une demande de compléments le 9 juin 2023 et a été complété le 8 août 2023.

La fiche ci-jointe récapitule :

- le périmètre des autorisations sollicitées,
- l'ensemble des étapes de la procédure d'instruction,
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-18 à R. 181-33 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'examen (avis joints au présent rapport),
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-36 à R. 181-38 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'enquête publique (avis joints au présent rapport).

1.1 Note de présentation non technique

Conformément à l'article R.181-13 du Code de l'environnement, la note de présentation non technique ci-jointe décrit l'établissement, son historique administratif, l'environnement dans lequel il est implanté et le projet objet de la demande d'autorisation environnementale. Il positionne le projet au regard de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (loi sur l'Eau).

1.2 Maîtrise d'urbanisation

Dans la zone d'activités ARCADYS III, le projet de CHAUSSON MATÉRIAUX regroupe 2 parcelles. Le site se situe dans un environnement rural, de type agricole et industriel. Il est bordé :

- à l'ouest, par une exploitation agricole et maison d'habitation puis par l'autoroute A10 ainsi qu'un plan d'eau servant de bassin de régulation des eaux pluviales,
- au sud, par un chemin carrossable emprunté par les agriculteurs,
- à l'est, par une parcelle agricole,
- au nord, par une parcelle agricole.

Le plan local d'urbanisme de la commune de Saint Jean d'Angély, en cours de révision lors du dépôt du dossier, a été approuvé le 29/06/2023.

Le projet est compatible avec les dispositions du PLU (dans une zone destinée à l'accueil d'activités commerciales, artisanales, industrielles ou de services qui, par leur besoin en surface ou par la nature de l'activité, seraient incompatibles avec le caractère des zones d'habitat).

Le projet est compatible avec son environnement.

Par ailleurs, un permis de construire modificatif a été accordé en date 18/07/2022.

2. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint tient compte des mesures prévues par le pétitionnaire et de celles imposées par la réglementation, notamment les arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux rubriques de la nomenclature des ICPE.

2.1 Prescriptions applicables

- **Arrêté du 28 juin 2021** relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3700 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3700) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- **Arrêté du 23 décembre 1998** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510, 4741 ou 4745,
- **Arrêté du 5 décembre 2016** relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration,
- **Arrêté du 10 juillet 1990** relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées,
- **Arrêté du 23 janvier 1997** relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE,
- **Arrêté du 2 février 1998** relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- **Arrêté du 4 octobre 2010** relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

- **Arrêté du 27 décembre 2018** relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses,
- **Arrêté du 30 juin 2023** relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement,

2.2 Propositions supplémentaires introduites dans le projet d'arrêté

2.2.1. En relation avec la procédure d'instruction

Le projet relève du 2° de l'article L.181-1 du Code de l'environnement, et à ce titre, CHAUSSON MATERIAUX a déposé auprès de la Préfecture un dossier de demande d'autorisation environnementale unique.

Dans le cadre de son activité de traitement de bois sous le régime de l'autorisation, le site est soumis à la directive IED « Industrial Emissions Directive » pour la rubrique 3700 (Préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques, avec une capacité de production supérieure à 75 mètres cubes par jour, autre que le seul traitement contre la coloration) et à déclaration pour les rubriques 1532-2b, 2410-2 et 4510-2.

Selon l'article R122-2 du Code de l'environnement, le site est donc soumis à évaluation environnementale systématique, étant donné qu'il relève de l'article L.515-28 du même code.

A ce titre, le pétitionnaire a fourni, à l'appui de son dossier d'autorisation environnementale :

- une étude d'impact, en application des dispositions de l'article R. 181-12 du Code de l'environnement,
- un rapport de base prévu à l'article R. 515-59 I-3 du Code de l'environnement,
- la comparaison aux MTD (Meilleures Techniques Disponibles) prévue à l'article R. 515-59 I-1 du Code de l'environnement.

Dans cette étude, aucun enjeu fort (pouvant avoir une incidence prévisible sur son environnement) n'a été identifié par l'exploitant.

Les principaux thèmes abordés sont les suivants :

Phase de travaux :

Le projet d'extension de CHAUSSON MATÉRIAUX s'inscrit dans un bâtiment déjà soumis sous le régime de la Déclaration au titre des ICPE. Le projet d'extension, objet du présent dossier consiste en la mise en place et l'exploitation automatisée d'une installation de stockage et de traitement des bois.

Même si les incidences notables du projet d'extension sur l'environnement en phase chantier ne sont pas significatives, des mesures sont proposées par l'exploitant visant à réduire les impacts sur l'environnement pendant la phase de travaux, notamment :

- les travaux auront lieu en journée uniquement sur les heures d'activités ouvrées et seront réalisées en majorité à l'intérieur du bâtiment Plateforme ;
- les matériaux et fournitures utilisés sur le chantier seront entreposés avec soin, dans la mesure du possible à l'abri des dégradations et des intempéries, de façon à ne pas risquer de polluer le sol et le sous-sol. La majorité des matériaux seront stockés à l'intérieur du bâtiment plateforme ;
- des kits anti-pollution seront mis à disposition en permanence pour contenir rapidement un éventuel épanchement de produits dangereux (fuite d'hydrocarbures notamment) ;

- les réseaux (eaux usées, eaux pluviales, électricité, AEP) seront raccordés et fonctionnels aux différents réseaux déjà existants sur le site ;
- une attention particulière sera demandée aux sociétés intervenant sur le chantier afin de limiter les envols de poussières ;
- les véhicules seront limités au nombre nécessaire ;
- les éclairages éventuels, liés à la sécurité des biens et des personnes, seront orientés vers le bas et à l'intérieur de la zone de chantier uniquement ;
- un tri sélectif des déchets de chantiers sera mis en place avec un prestataire extérieur agréé permettant de valoriser l'ensemble des déchets évacués dans des filières spécialisées et autorisées et le stockage des déchets de chantier sera réalisé dans des bennes étanches, permettant de prévenir tout lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des émissions d'odeurs ...

Installations soumises à la directive IED (directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles)

Le périmètre IED concerne la partie de chacun des 2 bâtiments qui accueille les activités de traitement du bois.

L'exploitant s'est positionné sur les techniques mises en œuvre pour l'ensemble des MTD du BREF STS. Il apparaît que certaines MTD ont été considérées comme non applicables par l'exploitant (numérotées en référence à l'annexe de l'arrêté du 28/06/2021 précité).

MTD	observations de l'exploitant
3 - xiii) et 5 – c) Plan de gestion des solvants	Pas d'utilisation de produits de traitement du bois à base solvantée
6 - a) à c) (Réduction des émissions résultant de la livraison, du stockage et de la manutention des produits chimiques de traitement)	
8.3 – e) (Contrôle des émissions dans l'air provenant de l'échappement de la pompe à vide)	Absence de rejet du fait de la mise en dépression de l'autoclave
10.1 – b) (Récupération et réutilisation des cires et des huiles)	Pas de cire ni d'huile utilisée dans le process
11.1 (Surveillance des rejets dans l'eau avant chaque rejet)	Le site ne réalisera pas de rejet en discontinu
11.2 (Surveillance de la qualité des eaux souterraines)	Non applicable selon le rapport de base
11.3 (Surveillance des émissions dans les gaz résiduels)	Absence de traitement thermique des effluents gazeux
12. d) (Émissions dans le sol et les eaux souterraines)	Absence de réservoir de stockage souterrain ou de canalisation souterraine de substances nocives/dangereuses
13.1. c) (Rejets dans l'eau et gestions des eaux usées - Utilisation des eaux de ruissellement potentiellement contaminées)	Exigences qualité de la solution de traitement CHAUSSON MATERIAUX et absence d'eaux de ruissellement potentiellement contaminées dans la situation normale de fonctionnement, du fait du fonctionnement en circuit fermé des équipements.
13.1. d) (Rejets dans l'eau et gestions des eaux usées - Réutilisation des eaux de nettoyage)	Exigences qualité de la solution de traitement CHAUSSON MATERIAUX et équipements fonctionnent en automatique sans besoin de nettoyage
13.2 Approche complémentaire pour les procédés réalisés sous pression utilisant la créosote.	Pas de traitement à la créosote sur le site

MTD	observations de l'exploitant
14 et 14.1 (Émissions dans l'air résultant de la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de créosote et/ou de produits chimiques à base solvantée)	Pas de traitement par produits chimiques à base de solvants organiques
14.2 Traitement thermique des effluents gazeux	Absence de traitement thermique des effluents gazeux

L'exploitant indique ne demander aucune dérogation à l'issue de la comparaison aux meilleures techniques disponibles (MTD).

L'inspection partage l'appréciation de l'exploitant uniquement pour les MTD 10.1b), 12.d), 13.1-c), 13.1-d) 13.2, 14.2.

Pour les MTD relatives à l'utilisation de produits solvantés et aux contrôles des émissions, des dispositions alternatives sont proposées telles qu'évoquées par l'avis de l'inspection des installations classées au point 2.2.2 ci-après, considérant que le produit de traitement contient bel et bien du solvant même en faible concentration.

Matières premières :

En phase exploitation, le projet utilisera comme ressource naturelle uniquement du bois labellisé garantissant que les bois utilisés se conforment aux procédures de gestion durable des forêts et permettant ainsi de limiter les incidences sur les ressources naturelles.

L'exploitant contrôlera et limitera les quantités de consommables nécessaires pour le traitement du bois. Il prévoit la mise en place de deux autoclaves pour le traitement du bois gérés par automate (traitement plus efficace permettant une diminution des produits chimiques de traitement du bois par rapport à un système de cabine de pulvérisation). Cette installation représentera environ 70 % du volume des bois traités par rapport au traitement en cabine de pulvérisation, qui en représentera 30 %.

Eaux :

Le site sera alimenté en eau de ville raccordé au réseau d'eau potable de la commune. Aucun prélèvement dans les eaux souterraines ne sera réalisé.

Les utilisations de l'eau seront les suivantes :

- eaux sanitaires et eau potable,
- activité de traitement de bois au niveau des autoclaves et de la cabine d'aspersion afin de diluer les produits de traitements,
- réseau incendie.

La consommation annuelle est estimée à 16 000 m³ (hors eau incendie).

Le projet initial a fait l'objet d'une déclaration au titre de la Loi sur l'Eau (rubrique relative aux rejets d'eaux pluviales (2.1.5.0)). La société CHAUSSON MATERIAUX s'est vue délivrer un courrier de non opposition (17-2020-00111 GEI 20-6868) datant du 8 décembre 2020.

Les modifications portant sur la réalisation d'un bâtiment d'usinage en lieu et place de l'usine à charpente initialement projetée ont fait l'objet d'un porter à connaissance, auprès de la DDTM de Charente-Maritime, au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement en date du 20/02/2023, modifié le 03/03/2023. L'évaluation des incidences de ces modifications sur la thématique «gestion des eaux pluviales» conclut que le régime applicable au projet reste la déclaration et que les incidences quantitative et qualitative sur les milieux aquatiques et connexes sont inchangées par rapport au projet initial.

Au niveau du bâtiment Plateforme, les activités de traitement du bois, de séchage et de stockage de bois traités sont réalisées exclusivement à l'intérieur du bâtiment, sur un sol étanche, doté de rétentions adéquates.

Au niveau du bâtiment Usinage, les activités de traitement du bois, de séchage et de stockage de bois traités sont réalisées uniquement sous des espaces couverts. L'activité de traitement est réalisée sur une dalle étanche quartzée de 20 cm d'épaisseur et équipée de dispositifs empêchant l'entraînement des éventuelles égouttures vers la voirie. La zone est abritée des intempéries par un auvent et un mur latéral. Le stockage de bois (brut ou traité) ne sera pas autorisé en extérieur sur le site. Aucun rejet d'eaux industrielles ne sera généré sur le site.

Les eaux pluviales de toiture seront collectées et rejetées in fine dans le bassin d'infiltration. Une partie des eaux de toiture du bâtiment Plateforme sera récupérée dans une cuve prévue dédiée de 360 m³, afin d'utiliser l'eau de pluie au niveau du process industriel de l'activité de traitement de bois. L'exploitant estime une économie de l'eau potable publique d'environ 1 200 m³ par an.

Les eaux pluviales circulant sur les voiries en enrobés transiteront par un séparateur à hydrocarbures de 139 l/s, avant rejet final via le bassin d'infiltration dans les sols au droit du site.

Les eaux incendie potentiellement polluées et les éventuels déversements accidentels de produits lors des phases de transport seront notamment récupérés dans un bassin de rétention étanche de 440 m³.

Les eaux sanitaires seront traitées par une fosse septique puis infiltrées dans le sous-sol.

Sols et sous-sol :

Le site ne comporte pas de cuve enterrée de substances nocives/dangereuses.

Pour le groupe électrogène, ainsi que pour les groupes motopompes liés à la défense incendie, les cuves aériennes de réserve de GNR seront équipées de cuve double peau avec détection de fuite. Elles seront positionnées sur un dallage support.

Le rapport de base en date du 31/05/2022, et mis à jour en mars 2023, conclut qu'il n'est pas nécessaire de mettre en place des piézomètres spécifiques de surveillance des eaux souterraines sur le site CHAUSSON MATERIAUX, et a contrario que leur mise en place pourrait avoir des effets néfastes sur les milieux en cas d'incident, au regard de :

- l'absence d'impact identifié dans les sols avant le démarrage de l'exploitation,
- la profondeur attendue des eaux souterraines estimée entre 30 et 40 m (et l'absence d'eaux souterraines observées à moins de 15 m de profondeur au droit du site lors des investigations),
- des caractéristiques lithologiques au droit du site (sols supports constitués de calcaires argileux et marneux peu fissurés de puissance d'environ 40 m, peu susceptibles de permettre la migration de polluants),
- des conditions d'activités (zones d'activités imperméabilisées et couvertes, stockages aériens des produits polluants et sur rétention).

De ce fait, l'exploitant propose pour surveiller l'état des milieux :

- de procéder à une surveillance semestrielle des eaux pluviales, seul vecteur potentiel des polluants vers le milieu naturel, en entrée du bassin d'infiltration,
- de procéder au contrôle visuel régulier des installations (rétention, stockages et des activités mettant en œuvre les produits mentionnés dans le rapport de base),

- de réaliser un état zéro, avant l'exploitation du site, dans un forage existant, hors emprise du site d'étude et situé en aval hydraulique afin de suivre la qualité de la nappe en cas de doute sur les eaux infiltrées.

Air :

En phase d'exploitation, les émissions sont notamment liées :

- aux activités de travail du bois : l'équipement de travail du bois présent au niveau du bâtiment Usinage sera relié à un système d'aspiration des poussières, pour lequel le constructeur garantit des rejets conformes à la réglementation. Des mesures de rejet atmosphériques seront réalisées afin de s'assurer du respect des valeurs limites réglementaires définies par l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- au transport dans l'emprise du site : les camions de transport et autres véhicules sont à l'origine de gaz d'échappement ;
- aux autres utilités (sprinklage, groupes électrogènes, charge de batteries) : les émissions diffuses et canalisées générées par ces installations sont considérées comme temporaires et limitées étant donné les durées de fonctionnement. Elles sont donc considérées comme non significatives.
- aux activités de traitement du bois : l'exploitant considère ces émissions comme non significatives indiquant que les produits de traitement du bois sont à base aqueuse.

Bruit et vibration :

Les installations présentes ne seront pas susceptibles d'engendrer des vibrations qui pourraient présenter des nuisances pour le voisinage.

Les sources de bruit générées par le site seront :

- trafic des véhicules légers et par les camions de livraisons ;
 - activité industrielle d'atelier du bois (machine de découpe) ;
 - activité industrielle de traitement du bois ;
 - installations techniques des bâtiments (Pompes à chaleur, groupe motopompes, groupe électrogène...).
- L'utilisation des machines sera réalisée à l'intérieur des bâtiments. Seuls le déchargement des marchandises et le stockage de déchets pourront être réalisés en extérieur. Il n'est pas attendu de nuisances sonores à l'extérieur du site.

Dans le cadre de son étude d'impact, l'exploitant a fait procéder à une campagne de mesure des niveaux sonores et des émergences, afin de déterminer l'état des lieux initial et le niveau de bruit initial. Une nouvelle étude d'impact des nuisances sonore (EINS) sera réalisée à l'issue des travaux pour permettre de quantifier de manière définitive les niveaux sonores maximums admissibles en limite de propriété et en zone à émergence réglementée en vue du respect de l'ensemble des attentes réglementaires, notamment celles attendues dans le voisinage.

Risques liés à l'installation :

Les risques d'accident analysés par l'exploitant sont :

- le risque d'explosion,
- le risque de pollution des eaux et du sol,
- le risque de pollution atmosphérique,
- le risque incendie.

Les zones ATEX ont été identifiées par une étude ATEX de Bureau Veritas de février 2023 :

- zone de charge des batteries de traction située dans le bâtiment Plateforme ;
- scie K2 et son équipement d'aspiration des poussières de bois associé ;
- zones de stockage et d'emploi de liquides inflammables (GNR pour le groupe électrogène et les groupes motopompes).

L'exploitant s'engage à ce que :

- les zones à risques déterminées par l'étude ATEX soient construites et signalées conformément aux prescriptions réglementaires ;
- les matériels électriques et non électriques installés ou utilisés dans les zones identifiées soient choisis de façon à être conforme au type de zone.

En matière de pollution des eaux et des sols, les potentiels de danger sont les suivants :

- les stockages de produits de traitement du bois (produits commerciaux ou dilués pour l'utilisation),
- les stockages de carburant pour les utilités.

Les stockages disposent d'un système de rétention adéquat.

Aucun des phénomènes modélisés ne présente d'effets thermiques à l'extérieur du site CHAUSSON MATERIAUX, et ne peut donc être considéré comme scénario majeur. Les installations ont un niveau de risques « acceptable » au sens de la circulaire du 10 mai 2010.

Les résultats des modélisations des flux thermiques montrent l'absence d'effets dominos et le confinement des flux thermiques dans les limites de propriété du site.

L'exploitant a prévu la présence d'une détection automatique incendie localisée, réalisée par le système de sprinklage, au niveau de la zone de stockage de bois du bâtiment Plateforme (en tête du bâtiment et au sein des niveaux de stockage) avec report d'alarme 7j/7 24h/24.

Énergie :

Les dispositions suivantes ont été retenues pour une utilisation rationnelle de l'énergie :

- suivi des consommations,
- utilisation d'une pompe à débit variable pour les procédés réalisés sous pression,
- utilisation de luminaires à faible consommation LED à 100% sur le site,
- détection de présence pour l'éclairage des locaux sociaux et circulation ;
- isolation adaptée des locaux et absence de chauffage et rafraîchissement dans les bâtiments plateforme et usinage.

Paysage, faune, flore :

Le projet initial s'est implanté sur un terrain agricole qui n'est pas localisé dans une zone protégée (ZNIEFF, ZICO, Natura 2000, arrêté de biotope, parc naturel national ou régional, réserve naturelle nationale, convention RAMSAR).

2.2.2. Selon l'analyse des services instructeurs et du service coordonnateur

Avis de l'ARS 17, en date du 30 mai 2023 (hors délai) :

«La démarche d'évaluation sanitaire :

Bien que l'étude d'impact comporte un chapitre « incidence sur la santé humaine », celui-ci souffre d'un manque de précisions et d'affirmations insuffisamment étayées. Par exemple :

- le dossier mentionne la proximité d'une habitation tiers à l'Ouest sans en préciser la distance ;
- le dispositif de filtration n'est pas décrit et a fortiori ses performances d'abattement ;
- les quantités de COV émises sont considérées comme non significatives sans le justifier.

Le dossier doit être plus précis et argumenté. L'absence de certitude doit être compensée par des mesures de contrôle et de suivi de façon à vérifier lors du fonctionnement l'absence d'impact sur l'environnement ou les populations riveraines.

Rejets atmosphériques

Au-delà d'une habitation qui semble très proche des activités, un centre d'accueil de l'enfance et une école primaire sont également présents sur la commune de La Vergne, à 500 m à l'ouest du site sous des vents dominants.

Les rejets qui se résument principalement à des poussières de bois, des gaz de combustion, de l'hydrogène, des oxydes d'azote et des COV doivent donc être totalement maîtrisés par le pétitionnaire.

Notamment, la cohérence sur le point particulier des COV nécessite d'être explicitée. Alors que le dossier évoque l'émission de COVH par la cabine de pulvérisation, il est ensuite considéré qu'aucun COV n'est présent dans les produits de traitement du bois.

Impacts sur la ressource en eau :

Le projet n'est pas situé dans un périmètre de protection de captage.

Le Bureau Veritas propose, pour surveiller l'état des milieux :

- de procéder à une surveillance renforcée des eaux pluviales, seul vecteur potentiel des polluants vers le milieu naturel, en entrée du bassin d'infiltration,
- de procéder au contrôle visuel des installations (rétention, stockages et des activités mettant en œuvre les produits mentionnés dans le rapport de base).

Compte tenu, de la configuration de la zone d'usage avec des stockages de produits sous auvents et un process d'aspersion peu décrit (ouvert sur des faces latérales ?), je m'interroge sur le risque, pour les eaux pluviales cheminant sur les voiries et surfaces imperméabilisées, de se charger en polluants autres que les hydrocarbures. Ces rejets pluviaux ne seront prétraités que par un séparateur d'hydrocarbures avant infiltration à la parcelle. Il conviendrait donc d'adapter les analyses de ces rejets de façon à prendre en compte l'ensemble des polluants potentiels utilisés sur le site.

L'identification d'un forage existant en aval hydraulique du site serait également à envisager pour valider un état zéro de la qualité de la nappe et permettre de la suivre en cas de doute sur les eaux infiltrées.

Impacts sonores

J'ai bien noté la réalisation d'une étude d'impact acoustique à l'issue des travaux permettant de quantifier les niveaux sonores et le respect de la réglementation pour l'ensemble des activités du site sur les périodes diurne et nocturne. »

Avis de la DDTM 17 / EBDD, en date du 17 mai 2023 :

« Un complément est à demander pour la gestion des eaux pluviales concernant la nature et le traitement des matériaux stockés en extérieur, sur la zone située au nord-est de la parcelle. Le pétitionnaire doit :

- indiquer la nature des sols de cette zone de stockage
- préciser la nature des matériaux stockés : bois traité ou non ...
- expliciter et démontrer que la nature des matériaux stockés à l'extérieur n'engendre pas de pollution et de résidus, suite à l'exposition aux intempéries, qui peuvent ruisseler et être infiltrés dans les sols sans traitement
- **préciser d'une part les dispositifs mis en place selon la nature des pollutions, si les matériaux stockés sont susceptibles d'engendrer des pollutions et d'autre part, présenter les moyens de surveillance et d'entretien de ces dispositifs. »**

Avis de l'INAO, en date du 31 mai 2023 (hors délai) :

«L'INAO n'a pas d'objection à formuler sur ce projet, dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOC et IGP concernées.»

Avis de la DGAC, en date du 16 mai 2023 :

«Le projet, d'une hauteur sommitale de 18,30 m, est concerné par les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de St-Jean-d'Angély-St-Denis-du-Pin.

Après étude du dossier transmis, il en ressort que :

- la hauteur du projet respecte les contraintes de hauteur imposées par les servitudes sus-visées.
- dans le cas où l'utilisation d'un engin de levage (fixe ou mobile), serait nécessaire à la réalisation des travaux, l'entreprise devra déposer sa demande sur la plateforme prévue à cet effet à l'adresse suivante : <https://guichet-unique-obstacles.aviation-civile.gouv.fr/>, avec un préavis minimum de 1 mois.

La DGAC émet un avis favorable à cette demande sous réserve de la prescription supra mentionnée.»

Avis du SDIS 17, en date du 22 mai 2023 :

« Avis favorable du SDIS

- Moyens d'alerte du SIS : avis favorable
- Accessibilité au site : avis favorable
- Accessibilité aux installations présentes sur le site : avis favorable
- Moyens de lutte dont la DECI nécessaire à la réduction de l'impact en dehors de l'ICPE : avis favorable avec recommandations
- Conditions de sécurité liées à l'intervention des sapeurs-pompiers : avis favorable avec recommandations

Recommandations :

- Prendre toute disposition pour éviter la pollution des eaux et des sols, soit par les produits, soit par les eaux d'extinction,
- Les deux aires d'aspiration situées à proximité de la citerne souple de 240 m³ devront être déplacées de manière à ne pas empiéter sur la voie engin,
- S'assurer que les moyens de sécurité fonctionnant par une action humaine dans les phases de travail en autonomie des installations robotiques. »

A l'issue de la demande de compléments transmise le 9 juin 2023, l'exploitant a répondu le 8 août 2023 par la version complétée du dossier de demande d'autorisation environnementale, qui a fait l'objet de l'enquête publique.

Mission régionale d'autorité environnementale :

Absence d'avis émis : notification du 19 novembre 2023 (2023APNA167)

Avis du Conseil municipal de Saint-Jean d'Angély :

Pas d'avis reçu.

Avis du Conseil municipal de Essouvert :

Pas d'avis reçu.

Avis du Conseil municipal de La Vergne :

Pas d'avis reçu.

Avis du Conseil municipal de Ternant :

Pas d'avis reçu.

Avis de la Communauté de Communes des Vals de Saintonge :

Pas d'avis reçu.

Avis suite à la consultation du public :

L'enquête publique a été réalisée du 18 décembre 2023 au 19 janvier 2024 inclus, au titre de l'article L.181-1 du Code de l'environnement.

Aucun incident ne s'est produit pendant le déroulement de l'enquête et aucune observation n'a été formulée sur son déroulement.

A l'issue de l'enquête publique, aucune observation du public n'a été portée au registre.

Le commissaire-enquêteur a envoyé un courrier à la société CHAUSSON MATERIAUX afin d'avoir quelques précisions sur les installations et notamment sur les nuisances provoquées et les études évoquées dans le dossier. L'exploitant a adressé au commissaire-enquêteur un mémoire en réponse en date du 9 février 2024, ces éléments sont synthétisés ci-dessous :

- L'exploitant a confirmé que le dimensionnement initial de l'étude SPANC est conforme au projet d'autorisation déposé et à l'extension de la plateforme ;
- La demande d'Autorisation Environnementale déposée et l'absence d'avis de la MRAe tiennent compte de l'évolution du projet ;
- L'exploitant s'est engagé à réaliser le suivi des eaux de surface incluant les eaux pluviales, ainsi qu'un suivi de la qualité de la nappe au fil de l'exploitation, par l'identification, en cours, d'un forage en aval du site ;
- L'exploitant a confirmé le référencement des parcelles cadastrales du site.

Conclusions du commissaire-enquêteur :

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur a émis **un avis favorable** à la demande d'autorisation environnementale présentée par la société CHAUSSON MATERIAUX pour son site situé à Saint Jean d'Angély.

Avis de l'inspection des installations classées, service coordonnateur :

Le projet d'arrêté préfectoral joint intègre des dispositions de contrôle, de surveillance et de suivi visant notamment à s'assurer de l'absence de rejets aqueux et atmosphériques en phase d'exploitation, pendant les différentes phases de l'utilisation des produits de traitement.

Ces dispositions sont détaillées ci-après par sujet.

Installations soumises à la directive IED (directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles)

L'exploitant estime que certaines MTD ne lui sont pas applicables car les produits de traitement sont dilués dans l'eau. Or, il convient de considérer les produits comme étant à base solvantée (ils contiennent des produits chimiques organiques volatils). Les MTD associées à cette utilisation sont donc applicables. A défaut, des MTD alternatives garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent doivent être proposées et mises en œuvre selon les principes de l'article R515-62 II du code de l'environnement.

Eaux et Sols / sous-sol :

Selon l'exploitant, aucun rejet d'eaux industrielles ne sera généré sur le site. L'ensemble des utilisations de produits sera réalisé en intérieur ou sous un espace à l'abri des intempéries. Les eaux de lessivage des voiries seront collectées via à un séparateur à hydrocarbures. Les eaux susceptibles d'être souillées sont celles issues d'un déversement accidentel en phase de dépotage ou en cas de sinistre. Un bassin de rétention est prévu pour retenir ces eaux, équipé d'une vanne à commande manuelle pour interdire le déversement dans le bassin de rétention.

Concernant la surveillance des eaux souterraines, l'inspection a sollicité un avis du BRGM (expert national) sur cette question qui confirme l'absence de nappe pérenne identifiée dans les 15 premiers mètres sous le site et que l'installation de piézomètres à 30 ou 40 m de profondeur pourrait créer une voie de passage préférentielle d'éventuels polluants depuis la surface.

Aussi, à défaut de surveillance de la nappe, l'inspection propose de renforcer les dispositions de surveillance des eaux destinées à l'infiltration prévues par l'exploitant en imposant notamment une autosurveillance mensuelle des eaux de surface au moins les 6 premiers mois, avec déclaration des résultats dans l'outil GIDAF (gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquente) permettant un suivi par la DREAL et un suivi quinquennal au niveau d'un forage existant situé en aval hydraulique.

Une surveillance décennale des sols est également prescrite, conformément aux dispositions de l'article R515-60 du code de l'environnement.

Air :

Il convient de considérer que les produits de traitement du bois contiennent une part de composés organiques volatils (COV) et sont utilisés dilués dans l'eau. Ainsi, ils sont bien à base solvantée comme indiqué lors des échanges avec l'exploitant. Le projet d'arrêté préfectoral joint impose la mise en place d'un plan de gestion de solvants et des prescriptions de surveillance des rejets atmosphériques, qui pourraient évoluer après les deux premières années, en fonction des résultats d'analyse et des demandes de l'exploitant.

Risques liés à l'installation :

L'analyse préliminaire des risques menée dans le cadre du projet, démontre qu'aucun scénario étudié :

- n'est identifié en tant qu'accident majeur potentiel,
- n'est susceptible de conduire à des effets thermiques en dehors du site.

Ces éléments ne conduisent pas à proposer un porter à connaissance risque.

Les dispositions constructives définies dans le projet d'arrêté intègrent les hypothèses de calculs de l'étude de dangers.

L'exploitant doit mettre en place des dispositifs de désenfumage au niveau de la zone de stockage de bois du bâtiment Usinage.

L'article 26 bis de l'arrêté du 4 octobre 2010 précité prévoit le confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre est réalisé par des dispositifs externes à l'installation, stockant des matières dangereuses en quantités supérieures à 2 m³. L'exploitant doit s'assurer du respect de ces dispositions pour le confinement des eaux de sinistre des parties du bâtiment Plateforme et du bâtiment Usinage où sont stockés les produits de traitement du bois.

Par ailleurs, l'exploitant explique que la détection installée dans la zone de stockage du bois dans le bâtiment Plateforme assure la surveillance du site 24h/24. Il envisage l'exploitation des transtockeurs / transbordeurs et autoclaves en automatique en continu 24h/24.

Or, la détection incendie prévue sur le site n'assure pas la surveillance incendie de la zone Autoclave et, en tout état de cause, n'a pas pour objet d'assurer la surveillance de la conduite des installations de stockage et de traitement ainsi que la mise en œuvre à tout moment de la vanne d'isolement du bassin de rétention.

L'inspection propose dans l'article 1.6 du projet d'arrêté de renforcer la surveillance du site notamment en cas de fonctionnement en automatique en continu 24h/24.

4. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Au regard des éléments fournis par la société CHAUSSON MATERIAUX dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public, des services de l'État et des instances concernées, et des réponses apportées par le pétitionnaire, l'inspection des installations classées émet un **avis favorable** au projet de mise en place d'une plateforme de transformation, traitement, stockage et picking du bois, sous réserve de la mise en œuvre des prescriptions additionnelles proposées dans le projet d'arrêté préfectoral joint.

L'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, à limiter les risques tout au long de la vie de l'exploitation projetée par la société CHAUSSON MATÉRIAUX sur le territoire de la commune de SAINT JEAN D'ANGÉLY (17400).

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime d'accorder l'autorisation environnementale sollicitée par la société CHAUSSON MATÉRIAUX, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, en vertu des articles L.181-12 et R.181-43 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.181-39 du Code de l'environnement, l'unité bidépartementale de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres propose à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime de solliciter l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires (CODERST) sur les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Rédacteur
L'inspectrice de
l'environnement,

Vérificateur
L'inspecteur de
l'environnement,

Approbateur
Pour le Directeur Régional
et par délégation

PJ : Plan de masse
Projet d'arrêté préfectoral
Fiche récapitulative
Note de présentation non technique